

Le Rapport énergies 2050 (1er mars 2012)

Nous n'avons pas encore fait état du Rapport énergies 2050 publié le 13 février, non pas parce que ce rapport serait dénué d'intérêt mais tout simplement parce qu'avec les annexes il se déroule sur plus de 500 pages extrêmement riches et documentées.

Donc un rapport épais et assez technique, mais il n'a suffi que quelques heures à la presse pour en faire une présentation lapidaire, basée bien souvent sur les critiques préparées trop rapidement et avant même la sortie du rapport pour contenir des arguments fondés par des organismes défendant un point de vue déjà connu et dont certains avaient refusé l'invitation qui leur avait été faite de participer à l'exercice. Il est d'autant plus étonnant dans de telles circonstances de lire des titres faisant allusion à la pensée unique !

Rappelons de quoi il s'agissait : en vue de la prochaine programmation des investissements de la production électrique (PPI) le ministre de l'industrie avait installé en octobre 2011 une commission d'experts reconnus avec pour mission d'analyser les perspectives en matière d'énergie à l'horizon 2050 et d'examiner, en ce qui concerne l'offre électrique, plus particulièrement quatre schémas : accélération du passage à la 3^{ème} génération (EPR), prolongation de l'exploitation du parc actuel de centrales, réduction progressive du nucléaire et sortie complète du nucléaire. Il était demandé d'examiner entre autres l'impact des choix proposés le coût de la production d'électricité, sur l'emploi, sur les émissions de CO₂, et sur la sécurité d'approvisionnement.

Il n'échappera pas bien sûr qu'à l'approche de la présidentielle les considérations électorales s'ajoutaient à la simple préparation de la PPI.

Une première remarque est mise en exergue dans le rapport : prévoir à 2050 est trop ambitieux eu égard au fait qu'au-delà de 2030 les paramètres à prendre en compte sont trop nombreux et difficiles à cerner (prix du gaz, coût du CO₂, coût des énergies renouvelables et tout particulièrement du solaire, réalité de la 4^{ème} génération nucléaire, sauts technologiques tels que stockage de l'électricité, etc. Se limiter à l'horizon 2030 a paru plus sérieux aux membres de la commission.

Le rapport fait apparaître deux points saillants découlant directement des contraintes économiques et climatiques:

- La nécessité de tout mettre en œuvre pour économiser l'énergie (qualifiée de grande cause nationale) notamment dans le bâtiment et les transports, sans se limiter à l'incantation (recommandation n°1) ; s'engager délibérément dans une politique de vérité (c'est-à-dire de hausse) des prix (n°4) et accroître l'effort de recherche publique dans le domaine de l'énergie (n°7);
- La nécessaire prolongation de la durée de vie des centrales existantes (n°3), et plus généralement la poursuite des investissements nucléaires.

Tout cela était bien prévisible et pourtant la presse n'a fait ses gros titres que sur le second point, campagne présidentielle oblige ! Il est vrai que les rédacteurs ont été un peu provocateurs : était-il bien nécessaire d'écrire, dans les termes suivants, qu'il fallait *s'interdire toute fermeture administrative d'une centrale nucléaire qui n'aurait pas été décidée par l'exploitant à la suite des injonctions de l'autorité de sûreté (recommandation n°3)* ? Un langage aussi abrupt a malheureusement détourné l'attention du premier point (sobriété / efficacité) pourtant tout à fait incontournable.

Prévisible mais néanmoins surprenant pour beaucoup, habitués au regrettable gaspillage du monde moderne où les notions, et généralement l'usage, de maintenance et plus encore de réparation, ont cédé le pas devant celle de remplacement. D'où la critique récurrente, mais tout de même extraordinaire, d'un *choix purement financier* avancée par beaucoup, qui souvent trouvent les prix de l'énergie trop élevés et les impôts trop lourds.

Une observation, incidemment, non soulignée dans la presse mais cependant importante : les experts ont chiffré à «une centaine de milliards d'euros, voire plus», la «perte de valeur» qu'induirait la non-prolongation de la durée de vie de réacteurs «potentiellement capables de produire dix ou vingt ans de plus».

On notera que le rapport de la Commission énergies 2050 vient corroborer tous les autres rapports qui l'ont précédé depuis 3 mois :

- le rapport de l'office parlementaire (OPECST) du 15 décembre 2012 favorable à la poursuite à long terme du nucléaire sans mettre *tous ses œufs dans le même panier* ;
- celui de l'Autorité de Sûreté du 3 janvier 2012 selon laquelle, tout en imposant des mesures nouvelles, l'ASN considère que *les installations présentent un niveau de sûreté suffisant pour qu'elle ne demande l'arrêt d'aucune d'entre elles* ;
- le rapport de la Cour des Comptes du 9 février 2012 dans lequel la Cour légitime les coûts pris en compte par EDF et justifie la poursuite *implicite* de la voie nucléaire.
- sans parler de l'avis du 10 janvier 2012 de l'Académie des sciences passé pratiquement inaperçu.

Le Rapport énergies 2050 souligne par ailleurs que la réduction progressive du nucléaire serait finalement très coûteuse (impact sur le coût de l'électricité, sur les emplois, sur les émissions de CO2, sur les importations de gaz, sur la balance commerciale) et que la sortie complète du nucléaire le serait encore plus. Le tableau suivant tiré du rapport fournit une comparaison synthétique des différents scénarios. On notera que si, pour chaque scénario, les fourchettes de coûts sont assez larges mais sans se recouvrir ce qui aide à tirer des conclusions d'ensemble.



ANALYSE DES 4 OPTIONS

OPTIONS / CRITERES	COUT COMPLET DE LA PRODUCTION D'ELECTRICITE 2030	ÉMISSIONS DE CO2 EN 2030	EMPLOIS EN 2030	SECURITE ENERGETIQUE	
1. Accélération du passage à la troisième génération	de 60 à 73 €/MWh	~ 25 MtCO2/an	N'a pas pu être mesuré	Stable	
2. Prolongation de l'exploitation du parc actuel	52 à 59 €/MWh	~ 25 MtCO2/an	Stable	Stable	
3. Réduction progressive du nucléaire	de 69 à 79 €/MWh	Entre 30 et 50 MtCO2/an	Ordre de grandeur : baisse de 100 000 à 150 000	Diversification des sources, mais augmentation des importations de combustibles fossiles	
4. Sortie complète du nucléaire	Substitution par les énergies renouvelables	de 92 à 102 €/MWh	~ 45 MtCO2/an selon le backup	En ordre de grandeur : supérieur à 200 000	Possibles problèmes de sécurité sur le système électrique
	Substitution par les énergies fossiles	80 à 89 €/MWh	~ 120 MtCO2/an selon le backup		Augmentation des importations de combustibles fossiles



Le gouvernement a d'ores et déjà donné des instructions à EDF pour travailler dans la voie de la prolongation de la vie des réacteurs au-delà de 40 ans et de la poursuite du programme de construction de réacteurs. Nous n'avons pas connaissance des suites réservées aux autres recommandations de la Commission énergies 2050.

Par ailleurs nous regrettons une nouvelle fois le manque d'analyses incontestables pour les différentes sources d'énergie, autres que l'énergie d'origine nucléaire.

Bernard Lenail

Le lecteur disposant de beaucoup de temps pourra se référer au Rapport complet

Rapport "Energies 2050" au lien <http://www.economie.gouv.fr/energies2050>

Le lecteur intéressé par le détail des recommandations pourra se contenter de

Synthèse et recommandations du rapport au lien http://www.economie.gouv.fr/files/2-e2050_SYNTHESEpresidentsM.pdf